

GUIDE DES RÈGLES À SUIVRE POUR UTILISER ET VENDRE DES PRODUITS ANTIPARASITAIRES

Loi sur les pesticides
**L.R.O. 1990, chapitre P.11,
et Règlement 914**

Novembre, 2004

PIBS: 4523f



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	1
Marche à suivre pour demander un permis	1
Assistants non titulaires d'un permis	
• Apprentis	2
• Techniciens	3
Permis de lutte antiparasitaire	
• Dans une structure	4
• En milieu terrestre	5
• Dans un plan d'eau	6
Permis d'exploitant	6
Permis de vente	
• Permis de vente « toutes catégories »	7
• Permis de vente « catégories prescrites »	7
Agriculteurs autorisés	8
Aides-agriculteurs autorisés	8
Classification des produits antiparasitaires en Ontario	10
Marquage des véhicules	11
Assurance responsabilité de l'exploitant	12

L'information que renferme le présent document n'est que de nature générale. Elle ne doit pas être considérée comme une source de conseils relativement à des situations particulières. On peut voir, au site Web www.e-laws.gov.on.ca, le texte de nombreuses lois et de nombreux règlements de l'Ontario.

On peut obtenir de plus amples renseignements sur la formation et l'accréditation en lutte antiparasitaire en s'adressant au Collège Ridgetown (Université de Guelph), au 1 888 620-9999 (appels sans frais) ou au (519) 674-1575 (appels locaux). Pour obtenir des renseignements au sujet des permis de lutte antiparasitaire ou pour obtenir les documents nécessaires pour présenter une demande, prière de communiquer avec la Direction des évaluations et des autorisations environnementales, au (416) 314-8001 (appels locaux) ou au 1 800 461-6290 (appels sans frais). On peut aussi obtenir ces renseignements au site Web du ministère de l'Environnement (www.ene.gov.on.ca).

AVANT-PROPOS

Le ministère de l'Environnement de l'Ontario délivre les divers permis de lutte antiparasitaire en vertu de la *Loi sur les pesticides* et du Règlement 914. La Direction des évaluations et des autorisations environnementales gère le régime de délivrance des permis autorisant la vente, le stockage, l'utilisation, le transport et l'élimination des produits antiparasitaires qui ont été homologués par le gouvernement fédéral et sont classés en Ontario dans six catégories.

Les produits antiparasitaires sont régis par les gouvernements provinciaux et fédéral. Tous les produits qui sont importés, vendus ou utilisés au Canada sont soumis, partout au pays, à la *Loi sur les produits antiparasitaires*, une loi fédérale. En Ontario, la *Loi sur les pesticides* et le Règlement 914 établissent les règles qu'il faut observer afin de protéger la santé de l'être humain et les milieux naturels lorsqu'on utilise des produits antiparasitaires. Le ministère de l'Environnement s'appuie sur cette loi et ce règlement pour régir la vente, l'utilisation, le transport, le stockage et l'élimination des produits antiparasitaires.

Les produits antiparasitaires qui ont été homologués par le gouvernement fédéral sont classés, en Ontario, dans six catégories. La catégorie dans laquelle se trouve un produit détermine qui peut le vendre ou l'utiliser, et quelles sont les restrictions (nécessité d'avoir un permis, un certificat, etc.) auxquelles son utilisation est soumise. On trouvera plus d'information à ce sujet au site Web du Comité consultatif sur les pesticides (www.opac.gov.on.ca).

Il faut obtenir un permis pour vendre des produits antiparasitaires, effectuer des traitements antiparasitaires ou exploiter une entreprise qui emploie des personnes qui font des traitements antiparasitaires dans un but professionnel. Les personnes qui vendent ou utilisent des produits antiparasitaires doivent remplir certaines conditions pour pouvoir obtenir un permis.

MARCHE À SUIVRE POUR DEMANDER UN PERMIS

La demande d'un permis doit comprendre trois choses :

- un formulaire de demande (propre au genre de permis que l'on veut obtenir), dûment rempli et signé;
- une preuve que l'on a reçu une formation ou obtenu un certificat (pour le permis de lutte antiparasitaire et le permis de vente toutes catégories);
- le paiement des droits exigibles, fait par chèque certifié, mandat ou carte de crédit.

Les demandes incomplètes seront retournées.

Il faut remettre les demandes à l'adresse suivante :

Directeur
Direction des évaluations et des autorisations environnementales
2, avenue St. Clair Ouest, étage 12A
Toronto ON M4V 1L5

ASSISTANTS NON TITULAIRES D'UN PERMIS

Apprentis

Les **apprentis** sont des personnes embauchées pour assister une personne titulaire d'un permis de lutte antiparasitaire, mais qui **n'ont pas** réussi un cours sur l'emploi sécuritaire des produits antiparasitaires (le cours doit avoir été approuvé par le ministère de l'Environnement) et qui n'ont pas encore fait un stage professionnel avec une personne titulaire d'un permis. Les apprentis doivent toujours travailler sous la surveillance étroite d'une personne titulaire d'un permis.

Activités permises	Activités INTERDITES
<ul style="list-style-type: none">Les apprentis peuvent mélanger, transvaser et épandre des produits antiparasitaires des catégories 2, 3, 4 et 6, en étant surveillés étroitement.	<p>Il est interdit aux apprentis :</p> <ul style="list-style-type: none">de recommander des produits antiparasitaires à un client;de choisir le produit qui sera utilisé pour un traitement antiparasitaire;de choisir le mode d'emploi ou la dose d'un produit antiparasitaire;de mélanger, de transvaser ou d'épandre un produit des catégories 1 et 5.
Conditions	Ce que doit faire OBLIGATOIREMENT la personne qui exerce la surveillance
<ul style="list-style-type: none">Les apprentis doivent être âgés d'au moins 16 ans.Ils doivent avoir sur eux ou près d'eux, au lieu du traitement antiparasitaire, un document indiquant le nom de leur employeur.Ils ne peuvent utiliser des produits antiparasitaires que sous la surveillance étroite d'une personne titulaire d'un permis.	<ul style="list-style-type: none">Elle doit en tout temps être présente aux côtés des apprentis lorsque ceux-ci utilisent un produit antiparasitaire.Elle doit veiller à ce que les apprentis aient obtenu une bonne formation et à ce qu'ils effectuent les traitements conformément à la <i>Loi sur les pesticides</i> et au Règlement 914.

Techniciens

Les **techniciens** sont des personnes qui ont réussi un cours sur l'emploi sécuritaire des produits antiparasitaires (le cours doit avoir été approuvé par le ministère de l'Environnement) **et** qui ont fait un stage professionnel avec une personne titulaire d'un permis. On peut obtenir des renseignements au sujet des cours sur l'emploi sécuritaire des produits antiparasitaires en s'adressant aux endroits suivants :

Collège Ridgetown
Université de Guelph
1 888 620-9999
www.ridgetownc.on.ca

Pesticide Industry Council
1 800 265-5656
www.ptppic.com

Pesticide Industry
Regulatory Council
1 800 615-9813
www.pirc.ca

Activités permises...	Activités INTERDITES...
<ul style="list-style-type: none"> Les techniciens peuvent mélanger, transvaser et épandre des produits de catégorie 2, sauf des rodenticides, des substances en suspension dans l'air, des produits avifuges et des fumigants de sol. Ils peuvent mélanger, transvaser et épandre des produits des catégories 3, 4 et 6. 	<p>Il est interdit aux techniciens :</p> <ul style="list-style-type: none"> de recommander des produits antiparasitaires à un client; de choisir le produit qui sera utilisé pour un traitement antiparasitaire; de choisir le mode d'emploi ou la dose d'un produit antiparasitaire; de mélanger, de transvaser ou d'épandre un produit des catégories 1 et 5; de mélanger, de transvaser ou d'épandre un produit de catégorie 2 qui consiste en une substance en suspension dans l'air, en un produit avifuge, en un rodenticide ou en un fumigant de sol, <u>sauf</u> sous la surveillance étroite d'une personne titulaire de permis.
Conditions...	Ce que doit faire OBLIGATOIREMENT la personne qui exerce la surveillance ...
<ul style="list-style-type: none"> Les techniciens doivent être âgés d'au moins 16 ans. Ils doivent avoir réussi un cours approuvé par le ministère de l'Environnement et avoir sur eux ou près d'eux un document (p. ex., leur carte de technicien) indiquant la date d'achèvement du cours ou la date d'expiration de leur carte de technicien. Ils doivent pouvoir fournir, à l'endroit où ils utilisent des produits antiparasitaires, un journal, un ordre de travail ou une facture indiquant : <ul style="list-style-type: none"> le nom et le numéro de permis de la personne exerçant la surveillance; le numéro ou le code que l'employeur du technicien a attribué au traitement antiparasitaire et noté dans ses dossiers; des données sur le traitement (lieu du traitement, date du traitement, nuisible ciblé et nom et numéro d'homologation du produit utilisé). Ils doivent avoir, à l'endroit où ils utilisent des produits antiparasitaires, un document attestant qu'ils ont reçu la visite d'une personne titulaire d'un permis au moins une fois par semaine au cours des 30 jours précédents. Cette attestation peut être consignée sur un journal, un ordre de travail ou une facture montrant que le travail a été observé par le superviseur à chacune de ses visites hebdomadaires, et que le superviseur a constaté que le travail avait été effectué comme il faut. Ce document doit être daté et comprendre le numéro de permis et la signature du superviseur. Ils ne peuvent utiliser des produits antiparasitaires que pour une période maximale de deux ans après la réussite du cours (autrement dit, après deux ans, ils doivent reprendre et réussir le cours). 	<ul style="list-style-type: none"> Elle doit donner son nom au technicien. Elle doit rendre visite au technicien à l'endroit où il travaille, au moins une fois par semaine, pour l'observer en train d'effectuer un traitement. Quand elle fait sa visite hebdomadaire, elle doit attester qu'elle a observé le technicien en train d'effectuer un traitement antiparasitaire. Elle doit l'attester en inscrivant son nom, le numéro de son permis et la date du traitement sur l'ordre de travail ou la facture du technicien, et en signant ce document. Elle doit veiller à ce que le technicien ait obtenu la formation prescrite et qu'il effectue les traitements conformément à la <i>Loi sur les pesticides</i> et au Règlement 914.

PERMIS DE LUTTE ANTIPARASITAIRE

Une personne qui effectue des traitements antiparasitaires dans un but professionnel, sans être ni un « technicien » ni un « apprenti » (voir la définition de ces termes au début du texte), est tenue d'obtenir, du ministère de l'Environnement, un permis de lutte antiparasitaire et d'observer les conditions associées au permis. Tous les nouveaux destructeurs de nuisibles doivent suivre un cours qui a été approuvé par le ministère et réussir un examen menant à un certificat professionnel. On pourra obtenir plus de précisions en s'adressant au Collège Ridgetown (Université de Guelph), au 1 888 620-9999 (appels sans frais) ou au (519) 674-1575 (appels locaux). Il faut avoir au moins 16 ans pour être titulaire d'un permis de lutte antiparasitaire. Le permis est **valide pendant cinq ans**, après quoi il doit être renouvelé.

Permis de lutte antiparasitaire dans une structure

Activités permises...	Activités INTERDITES...
<p>Le permis de lutte antiparasitaire dans une structure autorise l'emploi de produits antiparasitaires pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> détruire des nuisibles dans une structure ou près de celle-ci. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi d'herbicides, de fumigants gazeux, de chloropicrine et de termiticides; l'emploi de produits antiparasitaires contre les ennemis des plantes cultivées dans une serre ou tout autre bâtiment.
<p>Le permis de lutte contre les termites autorise l'emploi de produits antiparasitaires pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> détruire des termites ou en empêcher la prolifération. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi d'insecticides contre d'autres espèces d'insectes nuisibles du bois; l'emploi de fumigants gazeux.
<p>Le permis de lutte contre les ennemis des plantes de serre et d'intérieur autorise l'emploi de produits antiparasitaires aux fins suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> lutte contre les ennemis des plantes cultivées dans une serre ou tout autre bâtiment; lutte contre des nuisibles aux alentours d'une serre, d'un bâtiment ou d'une structure, lorsque les nuisibles ciblés risquent de nuire aux plantes cultivées à l'intérieur. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de fumigants gazeux.
<p>Le permis de fumigation (catégorie générale) autorise l'emploi de fumigants gazeux et de chloropicrine pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> détruire des nuisibles dans des espaces clos (bâtiments, chambres de fumigation, serres, véhicules, bâtiments agricoles, silos, cellules à grains, etc.); détruire des nuisibles vivant dans le sol, sous une toile confinant le gaz; <p>Le permis autorise l'emploi de phosphine gazeuse pour combattre des marmottes.</p>	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de produits antiparasitaires autres que des fumigants gazeux et la chloropicrine.
<p>Le permis de fumigation (vase clos) autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de bromure de méthyle, d'oxyde d'éthylène et de dioxyde de carbone dans des chambres de fumigation prescrites par les règlements. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de phosphine gazeuse.
<p>Le permis de fumigation (produits agricoles entreposés) autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de phosphine gazeuse contre des nuisibles présents dans des produits agricoles entreposés dans un silo, une cellule à grains, 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi d'autres fumigants gazeux;

Activités permises...	Activités INTERDITES...
<p>un véhicule ou toute autre enceinte calfeutrée et dont l'accès est contrôlé (y compris les chambres de fumigation qui ne sont pas sous vide), ou encore sous une toile confinant le gaz;</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi des insecticides des catégories 2, 3, 4 et 6 contre des nuisibles associés à des produits agricoles entreposés. 	<ul style="list-style-type: none"> l'emploi de rodenticides.
<p>Le permis de fumigation (sols) autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de fumigants gazeux ou de mélanges de bromure de méthyle et de chloropicrine, sous une toile confinant le gaz, pour détruire des nuisibles présents dans des sols, y compris la terre végétale des plantes de serre et des produits de pépinière. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de produits antiparasitaires autres que des fumigants gazeux et des mélanges de bromure de méthyle et de chloropicrine pour effectuer des fumigations de sol.

Permis de lutte antiparasitaire en milieu terrestre

Activités permises	Activités INTERDITES
<p>Le permis de lutte antiparasitaire en milieu agricole autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de produits antiparasitaires contre des nuisibles associés à des cultures agricoles (y compris les produits de pépinière, les arbres de Noël et les gazonnières); l'emploi de produits antiparasitaires contre des nuisibles associés à l'élevage du bétail ou de la volaille (dont les animaux logés dans des bâtiments agricoles); l'emploi de phosphine gazeuse pour détruire des marmottes. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> les autres emplois de fumigants gazeux; l'emploi de produits antiparasitaires dans des serres; les traitements antiparasitaires effectués par aéronef.
<p>Le permis d'entretien paysager autorise l'emploi de produits antiparasitaires sur des terres résidentielles, commerciales et publiques, et des terres de loisir, aux fins suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> entretien et protection de gazons et de plantes ornementales; entretien et protection de plantes ornementales destinées à être vendues; lutte contre des nuisibles (araignées, perce-oreilles, etc.) <u>à l'extérieur</u> de structures ou de bâtiments, dans le cadre de travaux d'entretien paysager; lutte contre des nuisibles (moustiques adultes, spongieuses, livrées, etc.) dans des zones boisées de un hectare ou moins; entretien de parcs de stationnement, d'allées, de sentiers et de servitudes sur des terres résidentielles, commerciales et publiques, et des terres de loisir, à la condition que l'on puisse atteindre les emprises ou les servitudes sans avoir à traverser une voie publique. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de fumigants gazeux; l'emploi de produits antiparasitaires dans un plan d'eau; les traitements antiparasitaires effectués par aéronef; l'emploi de produits antiparasitaires sur les emprises d'une autoroute, d'une route, d'une voie de chemin de fer, d'une ligne de transport d'électricité ou d'un pipeline dont l'accès est contrôlé; l'emploi de produits antiparasitaires dans des zones boisées de plus de un hectare.
<p>Le permis de débroussaillage-désherbage autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de produits herbicides pour détruire la végétation ou en empêcher la prolifération sur des emprises, au bord des routes, le long des lignes de transport d'électricité (et autres services publics) et des voies d'accès à des installations de service public, et à d'autres endroits donnant accès à des ouvrages ou à du matériel, ainsi que pour détruire des racines qui croissent dans des canalisations d'égouts; l'emploi d'insecticides et de fongicides sur des poteaux en bois ancrés dans le sol. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de fumigants gazeux; les traitements antiparasitaires effectués par aéronef.
<p>Le permis de lutte antiparasitaire au moyen d'un aéronef autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de produits antiparasitaires contre des nuisibles terrestres ou aquatiques, épandus au moyen d'un aéronef. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de fumigants gazeux.
<p>Le permis de lutte antiparasitaire en milieu forestier autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de produits antiparasitaires à des fins d'aménagement forestier et de sylviculture (croissance et entretien d'arbres). 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de fumigants gazeux; les traitements antiparasitaires effectués par aéronef.

Permis de lutte antiparasitaire dans un plan d'eau

Activités permises	Activités INTERDITES
<p>Le permis de lutte contre les mouches piqueuses autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi d'insecticides pour détruire, dans un plan d'eau, des larves (stade aquatique) de moustiques, de mouches noires et d'autres mouches piqueuses; l'emploi d'insecticides pour détruire, en milieu terrestre, des populations adultes de moustiques, de mouches noires et d'autres mouches piqueuses. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi d'insecticides pour détruire des mouches piqueuses sur des animaux d'élevage; les traitements insecticides effectués par aéronef.
<p>Le permis de désherbage en milieu aquatique autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de produits herbicides pour détruire des plantes aquatiques. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> les traitements herbicides effectués par aéronef.
<p>Le permis de lutte contre les poissons et les mollusques nuisibles autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'emploi de produits antiparasitaires pour détruire, dans un plan d'eau, des poissons nuisibles (y compris la lamproie marine), des mollusques nuisibles et des ennemis du poisson. 	<p>Le permis n'autorise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> les traitements antiparasitaires effectués par aéronef.

PERMIS D'EXPLOITANT

Quiconque dirige une entreprise qui effectue des traitements antiparasitaires doit soit être titulaire d'un permis d'exploitant et d'un permis de lutte antiparasitaire qui ont été délivrés par le ministère de l'Environnement, soit travailler pour quelqu'un qui est titulaire des permis prescrits.

Règles	Activités permises
<ul style="list-style-type: none"> Le permis doit être renouvelé annuellement, le 15 février. Il faut avoir au moins 18 ans. Si l'entreprise est une société par actions (« corporation »), les porte-parole officiels de la société doivent être âgés d'au moins 18 ans. Si des produits antiparasitaires de catégorie 1, 2 ou 5 sont gardés en magasin, il faut remettre, chaque année, un avis écrit au Service des incendies qui est affecté au territoire où les produits sont gardés en magasin. Il faut mettre, sur les véhicules qui transportent des produits antiparasitaires, un écriteau indiquant que ces véhicules transportent des produits chimiques. Il faut veiller à ce qu'une personne titulaire du permis de lutte antiparasitaire soit présente au moins une fois par jour de travail à chaque endroit où des traitements sont effectués. 	<ul style="list-style-type: none"> Il est permis d'exploiter, dans un but lucratif, une entreprise de lutte antiparasitaire en milieu terrestre, dans une structure ou en milieu aquatique.
	Ce qu'il faut avoir
	<ul style="list-style-type: none"> Il faut avoir un permis de lutte antiparasitaire de n'importe quelle catégorie. Le permis doit être en règle. Il faut souscrire une assurance responsabilité d'une protection de un million de dollars.

PERMIS DE VENTE DE PRODUITS ANTIPARASITAIRES

Les particuliers ou les entreprises qui vendent des produits antiparasitaires doivent être titulaires d'un permis de vente de produits antiparasitaires et employer, à temps plein, un agent autorisé à chaque endroit où l'on vend des produits antiparasitaires qui représentent un risque accru (des produits des catégories 1, 2 et 5).

Permis de vente « toutes catégories »

Règles	Activités permises
<ul style="list-style-type: none"> Le permis est valide pendant cinq ans. Si des produits antiparasitaires de catégorie 1, 2, 3, 4, 5 ou 6 sont gardés en magasin, il faut remettre, chaque année, un avis écrit au Service des incendies qui est affecté au territoire où les produits sont gardés en magasin. Il faut avoir au moins 18 ans. Si l'entreprise est une société par actions (« corporation »), les porte-parole officiels de la société doivent être âgés d'au moins 18 ans. Il faut garder un journal de tous les produits des catégories 1, 2 et 5 qui ont été vendus. 	<ul style="list-style-type: none"> Il est permis de vendre, en gros ou au détail, des produits antiparasitaires dont l'emploi est autorisé en Ontario.
	Ce qu'il faut avoir <ul style="list-style-type: none"> Les établissements qui demandent à obtenir le permis de vente « toutes catégories » doivent employer, à temps plein, un agent autorisé (une personne qui a réussi le cours d'accréditation des vendeurs), qui est âgé d'au moins 16 ans. Pour obtenir des renseignements sur le cours de formation et d'accréditation en lutte antiparasitaire, prière de communiquer avec le Collège Ridgeway (Université de Guelph), au numéro sans frais 1 888 620-9999 ou au numéro local (519) 674-1575. Il faut avoir un permis pour chaque point de vente.

Permis de vente « catégories prescrites »

Règles	Activités permises
<ul style="list-style-type: none"> Le permis est valide pendant cinq ans. Si des produits antiparasitaires de catégorie 1, 2, 3, 4, 5 ou 6 sont gardés en magasin, il faut remettre, chaque année, un avis écrit au Service des incendies qui est affecté au territoire où les produits sont gardés en magasin. Il faut avoir au moins 18 ans. Si l'entreprise est une société par actions (« corporation »), les porte-parole officiels de la société doivent être âgés d'au moins 18 ans. 	<ul style="list-style-type: none"> Il est uniquement permis de vendre, en gros ou au détail, des produits antiparasitaires des catégories 3, 4 et 6, ou des bactéricides de catégorie 2 qui sont dilués dans de l'huile de coupe, du carburant marin ou du carburant aviation.
	Ce qu'il faut avoir <ul style="list-style-type: none"> Il faut avoir un permis pour chaque point de vente.

AGRICULTEURS AUTORISÉS

Pour qu'un exploitant agricole puisse acheter et utiliser, sur des terrains affectés à l'agriculture ou à l'exploitation forestière, des produits antiparasitaires de catégorie 1, 2 ou 5, il doit obligatoirement avoir réussi le « cours sur l'emploi sécuritaire des pesticides par l'agriculteur ».

- Il doit y avoir au moins un agriculteur autorisé pour chaque exploitation agricole.
- Pour être considéré comme un agriculteur, il faut exploiter actuellement une propriété agricole pour y cultiver des produits de la ferme ou des arbres, et cette propriété agricole doit être considérée comme un « bien-fonds agricole » aux termes de l'article 7 de la *Loi sur l'évaluation foncière* (Ontario).

On peut obtenir un exemplaire de la *Loi sur l'évaluation foncière* au site www.e-laws.gov.on.ca. Pour de plus amples renseignements sur le Programme d'imposition foncière des propriétés agricoles, voir la page « Publications » au site Web du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (www.omaf.gov.on.ca) ou communiquer avec le ministère au 1 800 469-2285. On peut aussi se renseigner auprès de la Société d'évaluation foncière des municipalités ou auprès du bureau local du ministère de l'Environnement. On peut aussi aller voir le site Web du ministère de l'Environnement (www.ene.gov.on.ca).

AIDES-AGRICULTEURS AUTORISÉS

Pour qu'ils puissent mélanger, transvaser ou épandre des produits antiparasitaires de catégorie 2 ou 5, sous la surveillance d'un agriculteur autorisé, les aides-agriculteurs doivent avoir obtenu une formation en l'emploi sécuritaire des produits antiparasitaires (la formation doit être reconnue par le ministère de l'Environnement).

- Cette règle s'applique à tous les aides-agriculteurs, dont les membres de la famille, les employés de la ferme et les travailleurs saisonniers.
- Les aides-agriculteurs autorisés doivent être âgés d'au moins 16 ans.
- Il y a deux sortes de formation pour les aides-agriculteurs :
 1. ils peuvent suivre le « cours sur l'emploi sécuritaire des pesticides par l'agriculteur », mais ils ne sont pas obligés de subir l'examen menant au certificat d'agriculteur autorisé;
 2. ils peuvent suivre un cours qui est donné, à l'exploitation agricole, par un aide-instructeur qualifié et compétent.
- Pour en savoir plus sur les cours destinés aux agriculteurs, prière de communiquer avec le Collège Ridgetown (Université de Guelph), au 1 800 652-8573 (appels sans frais) ou au (519) 674-1580 (appels locaux).

Aides-agriculteurs sous la surveillance d'un agriculteur autorisé

Est considérée comme un « **aide-agriculteur** » une personne qui effectue un traitement antiparasitaire sur la propriété agricole où elle a été embauchée, pour y exécuter, avec un agriculteur autorisé, des tâches d'exploitation agricole ou forestière (autres que des tâches d'exploitation forestière liées à la gestion de terres de la Couronne), et qui a réussi un cours sur la manipulation et l'utilisation sécuritaires des produits antiparasitaires (le cours doit avoir été approuvé par le ministère de l'Environnement).

Activités permises	Activités INTERDITES
<p>Il est permis aux aides-agriculteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> de mélanger, de transvaser et d'épandre des produits antiparasitaires des catégories 2 et 5, sous la surveillance <u>étroite</u> d'un agriculteur autorisé (celui-ci doit être présent à l'endroit où le traitement est effectué); de mélanger, de transvaser et d'épandre des produits antiparasitaires des catégories 2 et 5, sous la surveillance <u>indirecte</u> d'un agriculteur autorisé, pourvu qu'ils aient reçu des directives écrites sur la façon d'utiliser les produits antiparasitaires, s'il s'agit uniquement de produits de catégorie 5, ou pourvu qu'ils puissent communiquer par téléphone ou émetteur-récepteur avec l'agriculteur autorisé, s'ils utilisent des produits des catégories 2 et 5; de mélanger, de transvaser et d'épandre, sans supervision, des produits antiparasitaires des catégories 3, 4 et 6. 	<p>Il est interdit aux aides-agriculteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> de mélanger, de transvaser ou d'épandre un produit antiparasitaire de catégorie 1; d'acheter un produit antiparasitaire de catégorie 2 ou 5; de recommander, de choisir ou de déterminer la dose de traitement d'un produit de catégorie 2 ou 5 qui doit être utilisé sur un terrain agricole; de régler un appareil servant à épandre un produit de catégorie 1 ou 5; de choisir la bonne façon d'emmagasiner des produits de catégorie 2 ou 5; de choisir la bonne façon d'éliminer ou de réutiliser un récipient qui contenait un produit de catégorie 2 ou 5; de transporter ou d'éliminer un produit de catégorie 2 ou 5.
Conditions	Ce que doit faire OBLIGATOIREMENT l'agriculteur autorisé qui supervise un aide-agriculteur
<ul style="list-style-type: none"> Les aides-agriculteurs doivent être âgés d'au moins 16 ans. Ils doivent pouvoir fournir un document indiquant qu'ils ont terminé un cours de formation approuvé par le ministère de l'Environnement. Ils ne peuvent effectuer des traitements antiparasitaires sur la propriété agricole* de l'agriculteur que pendant cinq ans, à moins de refaire le cours. 	<ul style="list-style-type: none"> Il peut surveiller <u>étroitement</u> l'aide-agriculteur, par quoi il faut entendre qu'il doit être à ses côtés en tout temps. Il peut le superviser indirectement, par quoi il faut entendre qu'il n'est pas tenu d'être à ses côtés en tout temps, pourvu que l'aide-agriculteur puisse communiquer avec lui immédiatement au moyen d'un bon appareil de radiocommunication, lorsque l'aide-agriculteur utilise un produit de catégorie 2 ou 5. Si l'aide-agriculteur utilise uniquement un produit de catégorie 5, il doit avoir reçu de l'agriculteur autorisé des directives écrites sur la façon de mélanger, de transvaser et d'épandre ce produit. Il doit veiller à ce que l'aide-agriculteur ait obtenu la formation prescrite.

*« Propriété agricole » s'entend d'un terrain considéré comme un « bien-fonds agricole » aux termes de l'article 7 de la Loi sur l'évaluation foncière. Les exploitants agricoles dont le revenu annuel brut est supérieur à 7 000 \$ sont tenus d'enregistrer leur propriété agricole conformément à la Loi sur l'inscription des entreprises agricoles et le financement des organismes agricoles. La Société d'évaluation foncière des municipalités détermine la catégorie dans laquelle est classée la propriété agricole. Les exploitants agricoles qui ont enregistré leur propriété agricole obtiennent un numéro indiquant que leur propriété est un « bien-fonds agricole ».

On peut obtenir de plus amples renseignements du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario, en visitant le site Web suivants :

www.gov.on.ca/OMAFRA/

CLASSIFICATION DES PRODUITS ANTIPARASITAIRES EN ONTARIO

Les produits antiparasitaires sont classés dans six catégories, déterminées en fonction des conditions régissant la vente et l'emploi des produits.

Classification des produits antiparasitaires en Ontario						
Catégorie	Risques pour la santé de l'être humain ou l'environnement*	Utilisation des produits conformément au mode d'emploi figurant sur leur étiquette				
		Titulaire du permis de lutte antiparasitaire	Agriculteur autorisé	Technicien ou apprenti	Aide ayant reçu une formation	Propriétaire ou locataire
1	Produits très toxiques Produits très persistants	✓ (Il faut avoir un permis spécial.)	✓ (Il faut avoir un permis spécial.)			
5	Produits très toxiques Produits très persistants	✓ (Les traitements par aéronef nécessitent un permis spécial.)	✓		✓ (Sous une surveillance)	
2	Produits toxiques Produits persistants	✓	✓	✓ (Sous une surveillance)	✓ (Sous une surveillance)	✓ (Les traitements herbicides en milieu aquatique nécessitent un permis spécial.)
3	Produits moyennement toxiques Produits moyennement persistants	✓	✓	✓ (Sous une surveillance)	✓	✓
4	Produits peu toxiques Produits peu persistants	✓	✓	✓ (Sous une surveillance)	✓	✓
6	Produits légèrement toxiques Produits légèrement persistants (grand récipient)	✓	✓	✓ (Sous une surveillance)	✓	✓

* Pour en savoir plus sur les critères utilisés pour classer les produits antiparasitaires, voir le document intitulé *Classification des produits antiparasitaires en Ontario*. Le document se trouve au site Web du Comité consultatif sur les pesticides (www.opac.gov.on.ca).

MARQUAGE DES VÉHICULES

Les exploitants autorisés doivent veiller à ce que leurs employés qui sont titulaires d'un permis de lutte antiparasitaire (en milieu terrestre, dans une structure ou en milieu aquatique) mettent, à l'arrière de leur véhicule, un écriteau sur lequel sont inscrits l'année en cours et les mots « Licensed Operator, *Pesticides Act* », lorsqu'ils transportent ou gardent, dans ce véhicule (dans la cabine, dans le coffre, dans un réservoir monté sur une remorque ou dans un réservoir tracté par une remorque), des produits antiparasitaires utilisés dans le cadre d'un traitement antiparasitaire.

On peut obtenir cet écriteau autocollant en s'adressant au ministère de l'Environnement, Direction des évaluations et des autorisations environnementales, au 2, avenue St. Clair Ouest, étage 12A, Toronto ON M4V 1L5. On peut composer le 1 800 461-6290 (appels sans frais) ou le 416-314-8001 (à Toronto).

REMARQUE :

Si un véhicule est laissé sans surveillance (si la personne responsable des produits antiparasitaires n'est pas en tout temps à portée de vue du véhicule), et s'il contient un produit antiparasitaire (que celui-ci soit mélangé ou dilué ou non), le véhicule doit être garé à un endroit inaccessible au public, à moins que le produit antiparasitaire se trouve dans un compartiment du véhicule qui est fermé à clé. En outre, il faut mettre sur le véhicule un écriteau sur lequel sont écrits les mots « WARNING » et « AUTHORIZED PERSONS ONLY », ainsi que les mots « CHEMICAL STORAGE » ou « PESTICIDE STORAGE ». On ne peut pas obtenir cet écriteau du ministère de l'Environnement. On peut l'obtenir chez des fournisseurs de matériel agricole et de matériel de sécurité.

ASSURANCE RESPONSABILITÉ DE L'EXPLOITANT

1. Conformément au Règlement 914 pris en application de la *Loi sur les pesticides*, il est obligatoire que les exploitants d'une entreprise de lutte antiparasitaire en Ontario souscrivent une assurance responsabilité.
2. L'assurance doit être d'un genre qui a été approuvé par le Surintendant des services financiers de l'Ontario.
3. La police d'assurance doit prévoir une couverture tous risques d'au moins **1 000 000 \$** contre les recours en responsabilité exercés par des tiers contre l'exploitant ou ses employés. Elle couvre des décès, des blessures ou des dommages matériels occasionnés à des tiers par un accident quel qu'il soit.
4. La police d'assurance doit prévoir une couverture minimale de **200 000 \$** en cas de décès, de blessures ou de dommages matériels causés par des substances chimiques rejetées dans l'environnement par une entreprise exploitée en vertu du permis.
5. **En outre**, lorsqu'un exploitant effectue des traitements antiparasitaires au moyen d'un aéronef, l'assurance doit le protéger contre les recours en responsabilité exercés par des tiers à la suite du dépôt d'un produit antiparasitaire hors d'une zone ciblée. La police doit prévoir une couverture minimale :
 - a) de **100 000 \$** en cas de décès ou de blessures occasionnés par un accident quel qu'il soit;
 - b) de **25 000 \$** en cas de dommages matériels occasionnés par un accident quel qu'il soit.
6. La couverture doit être d'au moins **25 000 \$** pour chaque employé de l'exploitant, pourvu qu'il soit stipulé dans la police d'assurance que la responsabilité de l'assureur pourrait être limitée à **50 000 \$** pour un sinistre en particulier.
7. Toutefois, les exploitants ne sont pas assujettis aux dispositions du paragraphe 6 (ci-dessus) s'ils peuvent prouver que leur entreprise est régie par la *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, à condition qu'ils paient, à leur date d'échéance, toutes les primes exigibles conformément à la *Loi* et tout autre montant prévu par la *Loi*.
8. Il doit être stipulé dans la police d'assurance que la personne assurée pourrait prendre à sa charge les premiers **2 500 \$** du montant de chaque demande d'indemnisation pour laquelle une couverture est requise.
9. Il doit être stipulé dans la police d'assurance que l'assureur donnera un préavis de 30 jours avant que l'assurance puisse être annulée par l'assureur ou l'assuré. Le préavis doit être remis par courrier recommandé au directeur nommé en vertu de la *Loi sur les pesticides*. La police d'assurance restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période de 30 jours.
10. Il doit être stipulé dans la police d'assurance que l'assureur doit verser les sommes assurées à tout ayant droit qui a obtenu des dommages-intérêts, nonobstant un fait ou une abstention de la part de l'assuré qui pourrait dissoudre le contrat d'assurance ou offrir à l'assureur une défense contre une action intentée contre lui par l'assuré, à condition qu'une telle disposition ne limite pas le droit pour l'assureur de recouvrer de l'assuré les indemnités versées à l'ayant droit.

